REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE L'ALLIER

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

4ème Circonscription



Charles MARCILLY

Chargé d'enseignement à la Faculté des Lettres et des Sciences humaines de Clermont-Ferrand. Agé de 55 ans, Charles MARCILLY est un universitaire de renommée nationale et internationale. Spécialiste de langue et de culture espagnole et latino-américaine, il a participé à l'élaboration de publications d'histoire et de littérature et a pris part à de nombreux colloques.

Grâce à son expérience des luttes syndicales à l'université, à ses actions fréquentes avec les travailleuses et les travailleurs dans leurs luttes pour le mieux vivre, Charles MARCILLY est sur la circonscription de Vichy, un candidat populaire et estimé, le candidat de l'union et de l'action.

CANDIDAT DE L'UNION ET DU CHANGEMENT

présenté par le Parti Communiste Français



Suppléant

René BARDET

René BARDET a 41 ans, il est surveillant de travaux à la ville de VICHY.

Il est membre du Bureau de la Fédération de l'Allier du Parti Communiste Français.

Depuis mars 1977, il est maire-adjoint de CUSSET et vice-président du syndicat intercommunal de VICHY-CUSSET.

Electrices, Electeurs,

Chacun de vous est, à des degrés divers, frappé, humilié, mutilé dans sa vie quotidienne par les conséquences d'une crise que le pouvoir giscardien gère et organise pour en faire peser tout le poids sur l'immense masse des Français qui ne vivent que de leur travail et créent pourtant toutes les richesses dont profite une poignée de super-sociétés capitalistes.

Vous voulez tous que cela change. Depuis des semaines et même des mois, je parcours nos communes, je visite nos entreprises, je m'entretiens avec les travailleurs des villes et des campagnes, avec les artisans, les commerçants, les employés, les enseignants, les jeunes : partout j'ai senti l'immense lassitude de notre peuple, son besoin de sécurité, son désir de vivre mieux, sa soif d'un peu de bonheur simple à la mesure de ses efforts et de la dignité de l'homme.

OUI, IL FAUT CHANGER ET CHANGER VRAIMENT

Et pour commencer, il faut chasser le représentant de la droite, le fidèle commis de MM. Giscard et Chirac, le député sortant Gabriel Péronnet. Cet homme ne vous a abreuvés, depuis des années, que de fausses promesses. En 1976, il feignait de vouloir juguler l'inflation, de lutter contre les injustices et les inégalités sociales, d'accepter l'austérité « si les sacrifices demandés frappent d'abord les privilégiés de la fortune ». Mais quand et où Monsieur Péronnet a-t-il fait un geste, déposé ou soutenu un projet de loi, prononcé une seule parole pour réaliser ce beau programme typiquement électoral ?...

Mais changer les hommes sans changer réellement de politique serait une duperie honteuse. Il ne s'agit pas de couvrir d'une étiquette de gauche une politique de droite. Il ne suffit pas de visages nouveaux apparus sur les écrans de télévision pour remplir le fait-tout de la ménagère.

Nous, communistes, nous voulons changer vraiment : c'est-à-dire changer la vie des gens.

Les 1 500 000 chômeurs, les millions de travailleurs qui doivent vivre avec 1 700 F par mois, les vieux qui n'ont que 30 F par jour, les paysans qui voient leur revenu diminué de 20 %, les jeunes qui, par centaines de milliers, sortent de l'école sans emploi et sans véritable formation professionnelle, tous ceux-là ne peuvent plus attendre.

Ces problèmes graves appellent des mesures urgentes, immédiates. Cela veut dire qu'il est nécessaire :

— de porter le SMIC à 2 400 F avec revalorisation des salaires faibles et moyens.
— de porter le minimum vieillesse à 1 300 F par mois avec revalorisation progressive.
— d'augmenter de 50 % les Allocations Familiales.
— d'assurer la progression du revenu paysan par la diminution des coûts de production et la garantie des prix.
— de réduire le chômage par la création de 500 000 emplois dès la première année de la législature, dont 4 000 dans notre département.
— de réviser la hiérarchie des salaires en vue de son resserrement du bas vers le haut.
— d'améliorer les conditions de travail en particulier par l'extension des droits syndicaux et politiques dans les entreprises.

Mais ces mesures précises et immédiates ne seraient que de vaines promesses électoralistes, si elles ne s'accompagnaient de la définition des moyens politiques qui les rendent possibles.

IL FAUT SE DONNER LES MOYENS DU CHANGEMENT !

Ces moyens, ils existent et ce sont ceux que le Parti Communiste a proposés et chiffrés :

— l'impôt sur le capital et sur les grosses fortunes.
— la nationalisation immédiate des principaux groupes et de leurs filiales qui contrôlent l'ensemble de l'économie française.
— la relance du marché intérieur par le développement de la consommation populaire et le soutien aux petites et moyennes entreprises qui constituent un élément indispensable de l'équilibre économique de notre pays.

C'est cela le Programme Commun actualisé. C'est cela que nous, communistes, nous proposons à nos partenaires de la gauche.

Mais aujourd'hui, ils s'obstinent à refuser d'appliquer les engagements pris ensemble en 1972. Pourtant, c'est grâce à cet accord sur des bases concrètes et précises que la Gauche a progressé à chaque consultation populaire : aux législatives de 1973, aux cantonales, aux partielles de 1976, aux municipales de 1977...

Or, voici que le Parti Socialiste refuse de s'attaquer aux racines de la crise ; il se met à son tour à prêcher l'austérité ; il s'incline devant la toute puissance des grandes sociétés capitalistes ; il se sent « plus à l'aise pour demander de nouveaux sacrifices aux travailleurs » et fait la sourde oreille quand on lui parle de faire payer les riches.

S'opposant catégoriquement à toute reprise des discussions, y compris après le 1er tour, s'enveloppant de nuées et de contradictions, prétendant imposer sa loi au lendemain du 19 mars, le Parti Socialiste demande en fait un chèque en blanc aux électeurs.

Pour faire quelle politique ? Françaises, Français, vous avez le droit de savoir !

C'est pour cela que je vous appelle à voter massivement communiste le 12 mars. Parce que c'est de ce vote du 12 mars, qui aura une signification nationale, que dépendent à la fois la défaite de la droite, le retour du Parti Socialiste au Programme Commun actualisé et la victoire de l'Union le 19.

Le vote communiste le 12,

c'est la discussion et l'accord sur le programme, le gouvernement et les désistements le 13,

c'est le triomphe du changement démocratique le 19...

ELECTRICES ET ELECTEURS DU BOURBONNAIS, MES AMIS,

depuis des années, je connais vos problèmes, parce que je les vis chaque jour avec vous. Depuis des années, nous nous battons ensemble pour des choses simples et dignes : le droit au travail, le droit de vivre au pays, le droit au bonheur quotidien, le droit à l'espérance de demain pour soi et pour ses enfants, le droit au respect des autres et de soi-même pour la vieillesse.

Depuis des années, je me suis efforcé d'être la voix de votre dignité.

Depuis des années enfin, vous m'avez soutenu, sans cesse plus nombreux. Et en 1976, 46 % d'entre vous ont apporté leurs suffrages au programme que je défendais pour eux. C'est toujours le même combat que je mène, sur le même programme, avec vous, pour vous. Voilà pourquoi, je sais que nous pouvons gagner.

Le candidat communiste que je suis est le candidat de la clarté.

La clarté sur le changement.

La clarté dans l'union.

Jamais le vote communiste dès le premier tour n'aura été plus utile ni plus efficace que le 12 mars 1978.

Voter communiste le 12 mars,
c'est la vraie victoire de la gauche le 19

Le candidat de l'union et du changement **Charles MARCILLY**

Vu, les candidats IMP. NOUVELLE, St-POURÇAIN ***Suppléant René BARDET***